

Pour une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe

AFD [Lutte contre les inégalités en Afrique](#) publié le 17 février 2022
<https://www.afd.fr/fr/actualites/pour-une-nouvelle-alliance-entre-afrique-et-europe>

À la veille du sommet Union africaine – Union européenne des 17 et 18 février à Bruxelles, une conférence organisée dans la capitale française par le groupe Agence française de développement, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, devait détailler les modalités du lien renouvelé entre l'Afrique et l'Europe, notamment en matière d'investissements durables et solidaires. L'occasion également de revenir sur le bilan du dispositif Choose Africa à destination de l'entrepreneuriat africain, ainsi que sur les engagements réaffirmés des Institutions européennes de financement du développement.

Interroger une relation entre partenaires peut-il amener à évoquer la sémantique, le vocabulaire, la nature de leurs interactions mais aussi les infrastructures, l'économie, la santé, l'innovation, le climat ou l'emploi ? Quand il s'agit d'un dialogue entre l'Europe et l'Afrique, la réponse est oui.

Lors de la conférence du 16 février intitulée « Investir ensemble, pour une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe » et organisée à la Station F à Paris, Koen Doens, directeur général pour les Partenariats internationaux (INTPA) à la Commission européenne prévient d'emblée : « *Il nous faudra fixer ensemble un agenda fort pour surmonter les défis ensemble* » et accompagner ce « *changement de paradigme* » dans le secteur de l'investissement solidaire. Où le terme de « développement » ne correspond plus aux attentes, et ce des deux côtés de la Méditerranée. Désormais, « *l'Équipe Europe avance avec l'Équipe Afrique, en tant que partenaires*, se réjouit Koen Doens. *Le sommet des 17 et 18 février va consacrer cette nouvelle alliance entre l'Union africaine et l'Union européenne.* »

Pour Achille Mbembe, philosophe, historien et professeur d'histoire et de sciences politiques à l'université de Witwatersrand (Johannesbourg), « *il y a une volonté en Afrique de reprendre en main nos conditions de vie, de maîtriser notre propre destin* ». Dans ce contexte, « *les termes d'aide publique au développement, le mot développement, ne passent plus. Et les remplacer par partenariats ne suffira pas à régler la question : la seule lutte qui vaille aujourd'hui, c'est celle de l'habitabilité de la planète, dans le cadre d'une alliance des futurs durables* », poursuit le philosophe, en duplex depuis l'Afrique du Sud.

Pour [@AchilleMbembe1](#), la nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe doit refuser toute asymétrie et regarder vers un futur durable commun [#PFUE2022](#) [#TeamEurope](#) [#EUAUSummit](#) [@AFD_France](#) [@expertisefrance](#) pic.twitter.com/urf9elfqAK

Une nécessité d'évolution qui n'a pas échappé au groupe Agence française de développement qui a engagé « *un large processus de consultation pour repenser, pas seulement son propre nom* », comme l'a rappelé le président de la République Emmanuel Macron, qui s'était engagé en ce sens lors du Nouveau Sommet Afrique-France à Montpellier le 8 octobre 2021, « *mais plus généralement toute la sémantique de développement : ce qui permet de faire cette finance en commun, ses instruments, sa grammaire* ». Car derrière les mots, il y a la méthode dont le Président a rappelé l'importance pour « *continuer ce faire avec que nous avons conçu et commencé* ».

[#PFUE2022](#) "L'AFD a engagé un vaste processus de réflexion sur la sémantique : dans les prochaines semaines, nous parachèverons ces travaux pour décider. Ce sujet est plus complexe qu'il n'y paraît et précursé. C'est un travail sur la méthode, de faire ensemble." [@EmmanuelMacron](#)
pic.twitter.com/2NcprfYsyM

« Ce que nous faisons ensemble est très nouveau et va bien au-delà de ce que nous appelons encore l'aide publique au développement, explique ainsi le directeur général du groupe AFD, Rémy Rioux. *Quelque chose est en train d'émerger, qui dépasse la seule sémantique autour de notre nom.* » Cette évolution profonde se traduira notamment à travers le prochain Plan d'orientation stratégique du Groupe, pour lequel une consultation publique sera initiée dans les prochains jours.

Atelier 1 - "Ce que nous faisons ensemble est très nouveau & va bien au delà de l'[#APD](#) créée il y a 60 ans. Le travail engagé depuis le Sommet [#AfriqueFrance](#) est un travail conceptuel, mais global. Nous sommes convaincus que le sommet UE-UA sera une étape fondamentale" [@RiouxRemy](#)
pic.twitter.com/MQoWxbiVJ9

Le député français Hervé Berville rappelle pour sa part, en citant Albert Camus, que « *mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde* ». « *Il faut sortir de cette notion de développement, estime l'élu, rapporteur de la [loi relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales](#). Cela nécessite de revoir la nature de notre coopération avec l'Afrique. Il faut avoir une vision globale de notre lien avec le continent, au-delà des questions de migration : éducation, santé, commerce, climat...* » Au cœur des solutions concrètes proposées par Hervé Berville, la proposition d'un « *agenda des résultats* » basé sur « *l'innovation et l'évaluation* », ainsi que la pleine confiance accordée aux sociétés civiles : « *il faut désétatiser la relation avec l'Afrique.* »

« *Cette conférence et le sommet UE-UA représentent la parfaite opportunité pour innover et mener la double transition verte et digitale indispensable sur les deux continents*, complète Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux Partenariats internationaux. *Ensemble, nous pouvons y arriver.* »

Investir dans des infrastructures durables

Les défis restent nombreux, à commencer par la question centrale des infrastructures. Sans fondations solides, pas de développement économique efficace ni de long terme possible. « *Mais nous avons un problème de développement des infrastructures en Afrique* », pointe Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement (BAD).

Kgosientsho Ramokgopa, chef du bureau des investissements et des infrastructures à la présidence de la République d'Afrique du Sud, abonde et appelle à « *la création de nouvelles infrastructures, dans tous les domaines, qui auront un rôle très important à jouer pour l'avenir du continent.* » C'est tout le sens de l'action concertée du groupe AFD et de l'Union européenne dans [l'accompagnement de l'Afrique du Sud vers une transition énergétique juste](#).

Financer les PME, vecteur de la croissance africaine et des emplois de demain

La croissance et les emplois passent aussi par le financement du tissu entrepreneurial africain. Or, comme le rappelle Papa Amadou Sarr, ministre délégué général à l'Entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes à la présidence de la République du Sénégal, « *nos jeunes entrepreneurs n'ont pas besoin d'aide : ils ont besoin d'investissements, de ressources financières de long terme, de confiance dans leurs talents.* »

Lire aussi : [Au Sénégal, l'entrepreneuriat féminin à l'honneur](#)

Un constat partagé par tous les intervenants, même si « *nous ne sommes pas à la hauteur du sujet en termes d'investissements en Afrique* », répond Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires. Et l'ancien directeur général de l'AFD de formuler une proposition forte : « *Mobilisons 1 % de l'aide au développement à destination de l'Afrique chaque année au bénéfice de l'entrepreneuriat africain. Changeons d'échelle !* »

Choose Africa, 3 milliards d'euros pour l'entrepreneuriat africain

Le dispositif Choose Africa répond à cette injonction. Quatre ans après le discours de Ouagadougou, au cours duquel le président de la République Emmanuel Macron affirmait l'engagement de la France à accompagner la révolution de l'entrepreneuriat en Afrique, [le groupe AFD a dépassé l'objectif initial de Choose Africa avec 3 milliards d'euros engagés à la fin décembre 2021, au bénéfice de 26 000 start-ups, TPE et PME africaines et de dizaines de milliers de micro-entrepreneurs du continent](#). Près de 250 partenaires locaux contribuent à la réussite de cette initiative sur l'ensemble du continent africain.

L'AFD et sa filiale dédiée au secteur privé [Proparco](#) ont ainsi mis leur expertise et l'ensemble de leurs outils de financement et d'accompagnement au service de ces entreprises qui jouent un rôle déterminant dans la création d'emplois et l'accès aux biens et services essentiels sur le continent. Au total, plus de 1,5 million d'emplois sont soutenus à travers cette initiative. Près de 2 500 entreprises bénéficieront également d'un accompagnement technique.

« L'expérience du groupe AFD, les moyens budgétaires alloués par le gouvernement français et l'expertise de nos nombreux partenaires sur le continent africain ont fait de l'initiative Choose Africa un succès, résume Grégory Clemente, directeur général de Proparco. L'impact de cette initiative et les effets avérés de la crise sur les entrepreneurs nous engagent à poursuivre nos efforts en adaptant continuellement notre offre aux besoins des start-ups et des petites et moyennes entreprises africaines. Le groupe AFD continuera de jouer un rôle moteur dans la mobilisation européenne et internationale à leur égard. »

La « Team Europe » du financement mobilisée

Au-delà de l'action du seul groupe AFD, l'association des Institutions européennes de financement du développement (EDFI) a publié une nouvelle déclaration commune pour renforcer son engagement en faveur d'une offre européenne améliorée.

En savoir plus sur les [Institutions européennes de financement du développement](#)

Conformément à la nouvelle stratégie européenne « Global Gateway » et à la nécessité de consolider une offre européenne claire et efficace, les banques européennes de développement et les institutions financières mettent ainsi en œuvre la nouvelle approche « Team Europe ». Elles s'engagent à renforcer leur coopération, clarifier et simplifier leur offre, rationaliser leurs procédures et renforcer leur impact, en lien étroit avec leurs partenaires africains.

De la définition de cadres normatifs durables au développement des investissements du secteur privé, en passant par le financement de projets de qualité et d'entités publiques locales solides, la coopération renforcée entre tous les acteurs européens constitue un changement d'échelle pour un nouveau type de partenariat entre l'Afrique et l'Europe.

Cet engagement est pris en étroite collaboration avec toutes les banques africaines de développement, membres de l'Initiative Finance en Commun (Fics), afin de démultiplier l'impact d'une action commune forte menée dans le cadre des Objectifs de développement durable.

En clôture d'une journée clé dans le processus de redéfinition du partenariat entre les continents africains et européens, le président français Emmanuel Macron résumait les débats d'une phrase : « *Il faut changer le logiciel profond de notre relation.* » Comme en écho, Macky Sall, président de la République du Sénégal et président en exercice de l'Union africaine, adressait amicalement à celui qui est aussi président du Conseil de l'Union européenne une manière de défi : « *Si nous n'arrivons pas à faire bouger les choses ensemble, alors nous n'y arriverons jamais !* »